

« Un rôle d'impulseur »

Interview avec Sérgio Ferreira, porte-parole de l'ASTI, sur les liens entre la société civile, l'université et les chercheurs

En 2010, l'ASTI lançait un cycle de conférences lors duquel des chercheurs en sciences humaines (parmi lesquels Romain Martin, Fernand Fehlen, Jean-Jacques Weber, Jeanne Glesener) présentaient leurs résultats de recherche. L'année suivante, l'ASTI publia ASTI 30+, un ouvrage collectif coordonné par Michel Pauly que l'on pourrait aussi qualifier d'académique. Quel intérêt présente, pour une ONG comme la vôtre, la collaboration avec l'Université du Luxembourg?

Dans le domaine des migrations, l'approche académique est nécessaire, et la série de conférences de 2010 qui a débouché sur le livre n'était pas la première du genre organisée par l'ASTI. Rappelons seulement le colloque « Migrations : les enjeux » organisé en 2002. Si, à deux reprises, les auteurs et contributeurs venaient pour une large part de l'université, c'est à titre individuel qu'ils sont intervenus. Il n'existe pas de collaboration régulière avec l'université comme telle, comme institution. L'ASTI ne fait pas partie par exemple de l'antenne luxembourgeoise du European Migration Network géré par l'université. Il y a cependant une collaboration effective : c'est ainsi que l'ASTI a cédé à l'université une partie de sa bibliothèque ainsi que sa collection de coupures de presse initiée dans les années 1970 et qui est en train d'être digitalisée. Il faut espérer que l'université jouera davantage son rôle d'« impulseur » de par ses recherches, tout en gardant le souci de les transmettre aux étudiants en premier lieu, mais aussi aux politiques et à la société en général. Et pourquoi pas

d'avantage encore par votre magazine? Il serait donc utile d'avoir une diffusion plus large du travail des professeurs et chercheurs. L'université est indispensable pour

L'université commence à s'approcher des enjeux sociaux et sociétaux qui se posent au Grand-Duché, remplissant ainsi de façon claire sa mission d'espace de réflexion pour la société.

contribuer au débat sociétal dans lequel la présence des étrangers et des frontaliers est un enjeu essentiel.

L'université confère-t-elle une nouvelle aura de respectabilité académique à vos revendications de longue date?

La respectabilité de nos revendications s'est bâtie au fil des années par un travail de fonds et des prises de position soutenues par des arguments de poids. Les pratiques de terrain et les projets innovateurs promus par l'ASTI sont aussi source d'inspiration pour nos débats internes, ce qui rapproche nos conclusions de la réalité. Plus qu'une respectabilité académique, nos revendications nous procurent, éventuellement, une respectabilité auprès des membres de l'académie.

Comment traduire l'expertise scientifique livrée par l'Université du Luxembourg sur le terrain du travail social et dans vos prises de position politiques?

Nous croyons que l'expertise de l'université a en quelque sorte confirmé et conforté des prises de position « anciennes » de l'ASTI, comme par exemple la pondération des exigences linguistiques au secondaire. Par ailleurs, les résultats du travail de l'université sont un outil non négligeable pour soutenir certaines de nos positions politiques.

Durant les trente dernières années, la langue luxembourgeoise a été confisquée par la droite folkloriste et nationaliste comme signe de distinction et comme marqueur d'exclusion. Les recherches linguistiques et culturelles faites à l'Université du Luxembourg ont-elles changé la donne?

Malheureusement, la langue luxembourgeoise continue à être prise en otage par cette « droite folkloriste et nationaliste », comme nous pouvons d'ailleurs le constater dans la campagne électorale. Néanmoins, cette tendance semble en train de s'inverser, avec une contribution précieuse des recherches faites à l'université. Celle-ci commence à s'approcher des enjeux sociaux et sociétaux qui se posent au Grand-Duché, remplissant ainsi de façon claire sa mission d'espace de réflexion pour la société, en renforçant la cohésion sociale.

Depuis sa création, l'Université du Luxembourg est soumise à une forte pression politique pour livrer, selon la formulation du Fonds national de la recherche, « une solution à la question de la définition d'une identité collective à la fois fédératrice dans le présent (ralliée p. ex. à la monarchie, la

constitution, une éthique partagée) et ouverte sur le futur». La campagne de «Making Luxembourg», qui incitait les internautes à produire un profil à la fois personnalisé et collectif, modulable et national (la somme des identités débouchant nécessairement sur «100% Lëtzebuerg»), allait-elle dans le sens d'une redéfinition de l'«identité collective», voire nationale?

L'approche de «Making Luxembourg» n'est pas de redéfinir cette identité collective, mais de provoquer une réflexion et un débat sans tabous sur ce qu'est le Luxembourg d'aujourd'hui. Les personnes sont amenées à réfléchir sur elles-mêmes et sur leur positionnement par rapport à la société luxembourgeoise. Ensuite, la personne affiche le résultat de cette mise en question en pourcentages sur son t-shirt, ce qui, forcément, interpellera les autres et pourra ainsi susciter le débat sur l'identité à plusieurs niveaux. En même temps, «Making Luxembourg» a demandé à plusieurs personnalités, entre autres des professeurs et chercheurs de l'université, d'écrire des articles de fond sur les sujets abordés par l'initiative*. Une fois publiés, leurs écrits ont pu susciter des réactions et en conséquence des débats. Par ailleurs, «Making Luxembourg» prétend illustrer la diversité de la société luxembourgeoise, en démontrant que nous tous, Luxembourgeois et étrangers, résidents et frontaliers, universitaires et ouvriers du bâtiment, nous «faisons» le Luxembourg. En tout cas, nous pensons que cette diversité est aujourd'hui une des composantes essentielles de cette identité.

Merci d'avoir répondu à nos questions! ♦

Entretien mené par courriels entre le 9 et le 20 septembre 2013. Questions : Laurent Schmit et Bernard Thomas

*voir Sonja Kmec : «100% Lëtzebuerg» ou : comment calculer l'incommensurable?, *forum*, n° 328)

public forum

Sou jonk komme mer net méi zesummen

Eng Diskussioun mat jonke Kandidate

Eng knapp Woch virun de Wahlen organiséiert d'Equipe vum Wahlbureau zesumme mat forum eng ofschléissend Debatte. No insgesamt 4 Live-Debatte mat 9 Kandidaten um Radio ARA a weidere Gespréicher a Reportage wëlle mir eng läschte Kéier jonk Kandidaten zur Diskussioun alueden.

Kënnen déi jonk Kandidate wierklech nei Impulser an d'Partei matbréngen an och jonk Wieler iwzerzeegen? Wat sinn d'Themen, déi si wëllen opwerfen?

Ënnerscheeden se sech iwwerhaapt vun den Eeleren? Wéi grouss ass den Upassungsdrock? Dat si just e puer Froen, déi mer de Kandidate stelle wëllen. Mee och vum Public wëlle mer wëssen, op a wéi se sech vu jonke Kandidate vertruuede fillen.

Just 6 Deeg virun de Wahlen huet d'Publikum d'Geleeënheet an engem oppenen Austausch mat jonken opstriedende Lëschttekandidaten vun all de Parteien ze diskutieren:

**14. Oktober 2013 um 18 Auer 30
am Exit07/Carré Rotondes (1, rue de l'Académie)**

Bis elo confirméiert sinn :

Gina Árvai (Déi Gréng),
Christian Kirpach (Déi Lénk),
Marc Ruppert (DP),
Cátia Gonçalves (LSAP),
Jerry Weyer (Piraterpartei).

public forum gëtt organiséiert vun der Zäitschrëft *forum*. D'Diskussioun fënnt am Kader vun der Veranstaltung OPEN SQUARE vum CarréRotondes (www.rotondes.lu) statt. D'Reportagen an d'Live-Debatte vum Wahlbureau kann een integral op Soundcloud nolauscheren.